

Devoir de mémoire

L'inauguration du Musée de la Résistance à Châteaubriant est une nouvelle étape du travail de mémoire sur notre département.

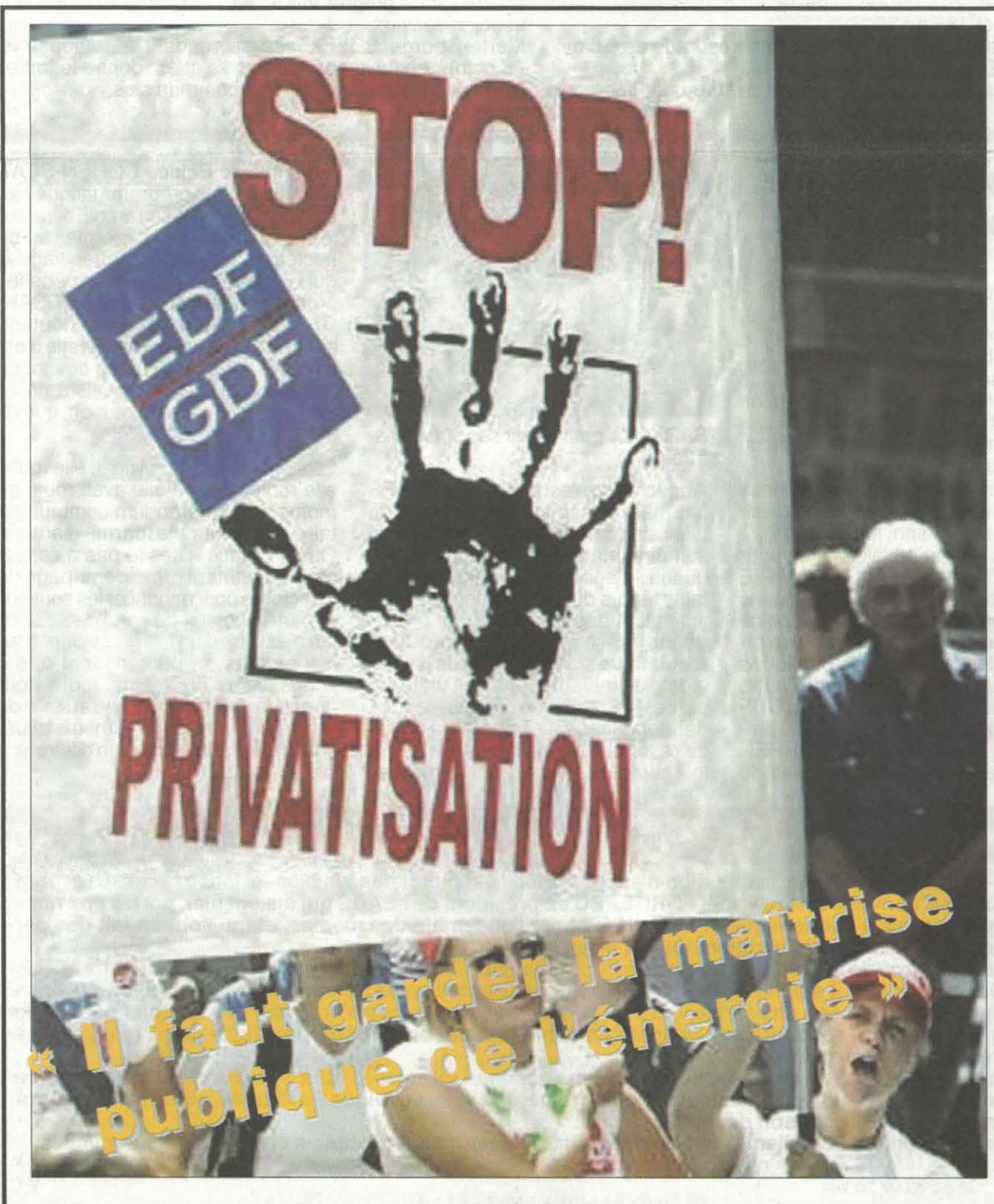
Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 815

19 octobre 2006

prix: 0,70 €



■ 65^e ANNIVERSAIRE · P 3

Le 22 octobre marquera cette année, les cérémonies en mémoire des fusillades de Châteaubriant. Nous publions une photographie inédite du camp d'internement du Croisic sur laquelle figurent de futurs otages.

■ TURBULENCES

Plusieurs articles de ce numéro reviennent sur les turbulences que connaît Airbus et sur leurs répercussions sociales.



■ BALLOTAGE · P 6

Retour pour un second article sur les élections brésiliennes.

■ AU FIL DE L'EAU · P 7

Voyage au cœur de l'Estuaire avec les élus pour mieux comprendre les enjeux économiques.



L'actualité politique...

EN BREF

Retour gagnant

C'est avec plus de 55 % que la liste d'Alain JUPPE a été élue à la Mairie de Bordeaux. Rien d'étonnant, en soit, étant donné le battage médiatique fait autour de cette rentrée d'exil au Canada, de l'ancien premier ministre. Notons dans cette élection la bonne tenue de la liste de gauche PS, PCF qui progresse de plus de 6 % avec 25 % des voix et le bide des amis de BESANCENOT qui n'auront aucun élu avec 2,10 % des voix.

Quand j'ai dit.

Le Baron DE ROBIEN n'aime pas la contestation. Il décide tout simplement d'engager une procédure disciplinaire à l'encontre d'un inspecteur qui a exprimé des doutes sur les orientations du ministre de l'éducation. S'agissant des méthodes et plus particulièrement du « b-a-ba », notre ministre serait le bienvenu de l'appliquer en terme de démocratie dans sa façon de gérer son ministère.



Le doute

Jean GLAVANY, ancien ministre PS exprime ses plus profonds doutes sur la candidature de Ségolène ROYAL « Je lui conseille, dit-il, de prendre le risque de l'impopularité en s'exprimant sur les enjeux primordiaux et de ne pas ramener la politique à des petites mesures. Gouverner, c'est décider! » ajoute-t-il avant d'en remettre une couche en déclarant « J'ai un doute quant à cette aventure personnelle : depuis six mois, elle foule aux pieds notre travail de réflexion sur l'immigration, l'éducation, la sécurité... comme si le Parti n'en avait pas débattu durant des heures et des heures ». A suivre...

Débat privé/public

Les 3 débats entre les candidats à l'investiture du Parti Socialiste seront retransmis intégralement par les chaînes parlementaires selon un accord rendu public, ces derniers jours. C'est ainsi que, non seulement les chaînes de télévision n'en finissent pas de nous assommer avec les prétendants matin, midi et soir, mais il faut maintenant qu'elles nous relatent en direct les scènes de ménage... Démocratie, vraiment tu fous le camp!...

Au revoir bouffon...

Edouard BALLADUR vient enfin d'annoncer sa retraite, il n'y aura aucun regret et aucune collecte, rassurez-vous. Mais avant de partir, l'ancien premier ministre ose dresser un bilan de son ennemi de copain, Jacques CHIRAC en déclarant : « L'occasion a été manquée de faire toutes les réformes importantes indispensables au pays ». Accusant ses amis de se plier tantôt à « l'exception française » tantôt à « l'apologie des droits acquis ». Au revoir Edouard et sans regret.

Méfiance, méfiance,

François FILLON très proche conseiller de Nicolas SARKOZY vient soudain de comprendre pourquoi la crise de la politique était si forte dans notre pays. « La défiance des Français à l'égard de la politique, a-t-il déclaré, vient du fait qu'on ne leur a pas dit la vérité depuis longtemps ». Merci pour cette déclaration qui devrait, en ces mois pré-électoraux, guider nombre de candidats dans leur approche politique à l'égard de nos concitoyens.

Point de vue

Par Christian SAULNIER



La logique des intérêts financiers contre celle du développement industriel.

En 1999, l'A380 alors baptisé A3XX n'était qu'un projet déjà avancé. Certes sa définition correspondait à un réel besoin : transporter plus de passagers en direction de vastes plates-formes internationales qui seraient

ensuite transportés par des avions plus petits avec des fréquences soutenues.

1 ou 2 aéroports en Europe ; 2 ou 3 en Asie ; 2 en Amérique du Nord ; 2 en Amérique du Sud

C'était déjà en 1999 un projet ambitieux, le créneau qu'il offrait, était prometteur, on parlait à l'époque de milliers d'emplois en Europe, l'aspect financier faisait simplement état d'un niveau d'équilibre.

La fusion avec Matra, (ou plutôt le bradage 850 MF), la création d'EADS, l'intervention de la rémunération de l'actionnaire ont alors donné au programme A380 une résonance financière à laquelle un tel programme n'était pas forcément préparé tant son défi technologique était important.

Quelle est la réalité d'Airbus aujourd'hui ?

2100 avions en commande ; Airbus c'est la livraison de 430 appareils en 2006 (378 en 2005, prévision de 450 en 2007 et 485 en 2008).

La société mère EADS accuse une trésorerie de 9,5 milliards d'€.

Les difficultés, aujourd'hui, sont directement liées aux

choix de rentabilité financière, faits par les dirigeants du groupe.

Quand Noël FORGEARD déclarait - « je me réjouis d'avoir économisé 1 milliard sur les investissements pour satisfaire les actionnaires » - on en connaît aujourd'hui les conséquences.

Les retards de l'A380 sont dus à l'économie faite sur le travail vivant en terme d'emplois et d'études.

Ce n'est pas en supprimant des emplois dans le groupe EADS ou chez les sous traitants, que l'on va résoudre les problèmes.

Les emplois et leur stabilité sont une des clefs du problème.

Non seulement aucune suppression d'emploi ne serait justifiée, mais c'est le chemin inverse qu'il faut prendre. L'emploi n'est pas la seule question dont il faut débattre.

Comment financer tous les programmes d'avenir ? Quelle organisation de la production ? Quels finance-

ments ? Qui détient le capital de l'entreprise ? Quel statut social pour les salariés ? Quels droits et pouvoirs pour les salariés, les populations, les élus ?

Autant de sujets sur lesquels les communistes vont débattre. Porter le débat dans les entreprises aéronautiques du pays, dans toutes les assemblées élues.

Il s'agit encore une fois de porter la réflexion pour nourrir l'intervention pour une autre politique aéronautique nourrissant le progrès industriel, l'emploi satisfaisant aux besoins sociaux.

Marie-George BUFFET en se rendant à Toulouse le 26 octobre pour rencontrer les salariés, donne le ton et le niveau de l'intervention des communistes.

«La logique des intérêts financiers contre celle du développement industriel»

La machine s'emballe

Nous sommes pourtant à plus de 7 mois de l'élection présidentielle et, tout explose, les schémas préalablement établis se fissurent, les certitudes le sont de moins en moins, les amis se chamaillent et les médias en remettent une couche donnant à une élection importante, le sentiment d'un acte people de la vie politique.

Mais où va-t-on ? Où en sommes nous sur ce qui intéresse les citoyens, c'est-à-dire leur quotidien, leur avenir ?

A droite, si tout semblait baigner pour SARKOZY, Michèle ALLIOT-MARIE vient mettre des grains de sable dans la machine. Le petit prince de la place Beauvau est agacé, les clans se reforment et les altercations publiques entre supporters de l'un ou de l'autre vont bon train. BAYROU vire de l'UDF ceux qui se déclarent plus près du président de l'UMP que de lui. LE PEN est inquiet devant les directives de



SARKOZY pour réunir ses 500 signatures.

À gauche, ce n'est pas mieux. Si le PS fait main basse sur les chaînes de télévision parlementaire ce qui est en soit une interrogation démocratique quand il s'agit d'un débat interne, certains ténors du PS dénoncent la multiplication des sondages qui provoquent un « véritable matraquage médiatique sur les primaires ». Rien n'est véritablement joué, l'unité du parti est loin d'être de mise, la madone des sondages suscite de plus en plus de réserves et d'interrogations. À lire le journal Le Monde, malgré les

démentis de Patrice COHEN-SEAT, les discussions programmatiques au sein du collectif national antilibéral sur les questions de l'énergie et du nucléaire, forment quelques vagues qui risquent de s'amplifier dans les prochaines semaines. Enfin, BESANCENOT et ses amis redoutent, comme l'a fait auparavant Arlette d'obtenir ses 500 parrainages devant un PS décidé plus que jamais à ne se porter, exclusivement caution, que de ses candidats.

Et la presse dans tout cela, elle roule, elle roule comme elle avait roulé au moment du référendum communautaire. Un exemple parmi d'autres, Ouest France n'hésite pas à consacrer quasiment une demi-page le 10 octobre pour annoncer les soutiens départementaux de candidats PS ce qui n'est pas d'un intérêt évident pour les lecteurs, et ne consacre que 7 lignes, le 6 du même mois pour annoncer le scrutin interne au sein du Parti Communiste. Une même situation, deux traitements bien différents... Ca promet...

De vous à moi...

Surpris ou pas ? Qu'importe, la question n'est pas là, elle est plutôt dans la bienveillance orchestrée, organisée autour d'hommes comme Noël FORGEARD ex-président de l'EADS qui étaient hier, portés aux nues, adulés par la presse économique et financière et par l'ensemble des médias, et qui sont en fait des personnages ce se révèlent bien différents de l'image que l'on a faite d'eux.

Regardez ce patron de l'aéronautique européen, ce champion, celui qui allait battre le grand concurrent américain Boeing. En fait, il s'agissait d'un homme qui a dû passer plus de temps à combattre la CGT et les droits syndicaux dans son entreprise, qui a dû passer plus de temps à s'accorder et à compter ses stocks options plutôt que de répondre aux obligations d'un responsable d'entreprise digne de ce nom, c'est-à-dire faire tourner l'entreprise.

C'est vrai, le résultat est éloquent, les pires craintes s'accumulent aujourd'hui sur l'aéronautique européenne et le Monsieur lui, tranquillement, foule les hippodromes grâce aux quelque 6 millions d'euros qu'il s'est gracieusement accordés pour son départ.

Cela porte un nom : le libéralisme, cela a un résultat : la destruction d'emplois et d'atouts économiques.

Y.C

22 octobre 1941 Châteaubriant

Un douloureux moment



22 octobre 1941, 14h, alignés sur ordre devant nos châlits, j'étais aux côtés de Pierre Gaudin. Au fond de notre lugubre baraque 22, l'immonde Touillat, liste à la main, manifestement satisfait de son rôle de livreur d'otages.

Derrière lui, les sbires SS, casqués, l'arme à la bretelle, attendant leur proie.

Soudain 2 noms : Maximilien Bastard, Emile David. Et puis deux jeunes de 19 et 20 ans, magnifiques athlètes, passant devant nous, nous frôlant presque, mais marchant droit devant eux, sans détour du regard, Maximilien Bastard, très rouge, le regard brillant, Emile David, très pâle, le regard perdu.

A ce moment, d'un bon impulsif, Pierre, tu t'es avancé « **Vous n'allez tout de même pas fusiller ces gosses-là !** »

Je n'oublierai jamais l'admirable exemple donné par deux jeunes nantais. Fidèles à leur idéal, affirmant dans un ultime message, leur certitude en la défaite de l'occupant Nazi et des ses complices vichyssois.

Henri DUGUY (Ancien de Châteaubriant)

Janvier 1941

Centre de séjour surveillé du Croisic

En application du décret du 18 novembre 1939 et de la Loi du 3 septembre 1940, après consultation et accord de la Feldcommandantur de Nantes, le Préfet ordonne, à l'encontre des communistes préventivement arrêtés, leur internement administratif.

La maison Beaucois, Le Croisic, est retenue en tant que « Centre de séjour surveillé ». 13 communistes nantais sont extraits de la prison Lafayette de Nantes et y sont transférés par camion le 7 janvier 1941.

Le 1^{er} mai 1941, nouveau transfert mais cette fois au camp d'otages de Choisel à Châteaubriant. Sur cette photo prise en mars 1941 on reconnaît :



De gauche à droite :

- 1^{er} rang (accroupis) : Noyen Van Tao, Colas.
- 2^e rang : Raballand, M.Bastard, Fricaud, Goisneau, Renard, Tesson.
- 3^e rang : Mollinié, Le Berthe, Chesneau, Leguern, Peigné, Lemaire, Le Panse, Nicolas

- 4^e rang : Fouillen, Hémidy, E.David, M.Lagathu, Mary, Douaud, Rouet, P.Gaudin

Maximilien Bastard, Emile David, Julien Le Panse ont été fusillés le 22 octobre 1941 dans la carrière de Châteaubriant.

Maurice Lagathu a été fusillé au Bêle, à Nantes le 29 janvier 1943 (procès des 42).

Les cérémonies du 65^e anniversaire de la fusillade des otages de Châteaubriant

Vendredi 20 octobre :

Evocation au monument des 50 otages à Nantes à 17h45 intitulée « Que c'est beau la vie » avec la participation des élèves de l'école Léon BLUM, de leurs parents et enseignants.

Samedi 21 octobre :

Inauguration à 15h du Musée de la résistance à la ferme de la Sablière en présence de très nombreuses personnalités.

Dimanche 22 octobre :

•Cérémonie à Indre à 8h45, rendez-vous au môle sur le quai.

•Hommage aux 9 fusillés de la Blisière. Rendez-vous à 9 h devant la mairie de Châteaubriant.

•14h rendez-vous au rond-point Fernand Grenier pour « le défilé de la mémoire » jusqu'à la carrière des fusillés, avec les enfants des écoles du pays de Châteaubriant et le concours de l'harmonie de Châteaubriant. Dépôt de gerbes sous la présidence d'Odette NILES Présidente de l'amicale, d'Alain HUNAULT, Maire de Châteaubriant.

Carrière des fusillés, évocation historique et artistique « Les forges de l'es-pérance » conçue par Alexis CHEVALIER avec la participation des comédiens et comédiennes du pays de Châteaubriant.

PIZZERIA - GRILL - RESTAURANT

L'ARLEQUIN



41 rue de la Libération
(à coté de la piscine)

44110
CHATEAUBRIANT

Tél. 02 40 81 85 75

VillaVerde

Jardinerie La Rosée

Décoration • Fleuristerie
Animalerie • Pépinière

30, rue Alsace Lorraine 44110 CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 81 05 21 - Fax. 02 40 28 06 06



Le Cercle Des Délices
Charcutier - Traiteur

Mariage- Baptêmes - Communions
Cocktail - Buffet à Thèmes - Etc....

Fermé le LUNDI

9, Place de TALHOUET - F- 44 110 SOUDAN
Tél : 33(0)2.40.28.62.15 - Fax : 33(0)2.40.28.63.09



INTERFLORA

23, rue Aristide Briand
CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 28 08 77

FRANCE-FLEURS

11, place de la Motte
Tél. 02 40 81 23 43

Mme Chaplais

ART FLORAL

La Cave
Les Spécialités

2 rue du 11 novembre
44110 Châteaubriant

Tél. 02 40 81 84 40
Fax 02 40 28 34 41



La Cave
Jules Verne

Vincent Bécam sommelier conseil
Jean-Luc Le Bot technicien œnologue
Syvain Chazé sommelier conseil

78 bd Jules Verne
Route de Paris
44300 NANTES

Inauguration

Un musée de la Résistance à Châteaubriant



Le 22 octobre 1941, dans la carrière de Châteaubriant, étaient fusillés par les nazis, 27 résistants internés au camp de Choisel. Le même jour, 21 autres résistants étaient fusillés à Nantes et au Mont Valérien.

Depuis la Libération, la carrière est un lieu de mémoire.

Le site est classé. Un monument réalisé par le sculpteur ROHAL surplombe la carrière. En pourtour, des panneaux-stèles retracent brièvement le contexte de la journée du 22 octobre, présentent les fusillés et les échos de ces fusillades. Plusieurs milliers de visiteurs sont accueillis dans

ce lieu, tout au long de l'année et la carrière est un lieu historique qui s'inscrit dans ce que l'on appelle aujourd'hui « le tourisme de mémoire ». L'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, a depuis plusieurs années, acquis la ferme (un bâtiment historique dans le périmètre de la carrière), et y a installé une exposition permanente. Son projet était d'en faire un véritable musée. Dans quelques jours, ce sera chose faite. Les objectifs du Musée sont notamment de préserver et mieux mettre en valeur, le site histo-

rique des fusillades qui est un site classé. Le but est de présenter dans la ferme, une exposition permanente sur l'internet en général et des expositions temporaires avec des animations pour les publics.

Ce Musée vise à être un lieu de mémoire, d'enseignement et de culture. Ouvert sur le pays Nantais et le Castelbriantais, le musée sera aussi un site s'inscrivant dans ce que l'on appelle aujourd'hui le « tourisme de la mémoire » en partenariat avec des institutions d'enseignement et de culture de la région. Il faut imaginer les formes que pourraient prendre ces développements en mettant en valeur les différents lieux de fusillades, de représen-

sion, de caches pour les évadés de Châteaubriant, étendus à d'autres entités (maquis de Saffré...). La réalisation de ce Musée va se faire par étapes.

La première étape, d'ici la fin 2006, va se concrétiser par la réalisation, dans la ferme, d'un espace d'accueil, d'une nouvelle exposition permanente puis de la présentation de la première exposition temporaire dès l'inauguration du Musée le 21 octobre prochain, l'utilisation du site de la carrière, l'inscription dans un véritable « parcours mémoire » donnant sens et cohérence aux différents lieux d'histoire de la région liés à la seconde guerre mondiale (la Blisière ; le Château ; les cimetières des 9 com-

munes du Castelbriantais ; les Forges de Moisdon-la-Rivière, etc.).

Une seconde étape, pour les 2 à 3 années à venir, verra la restauration du monument et le réaménagement de la Carrière (théâtre de verdure et muséographie extérieure). En lien étroit avec les autres lieux d'histoire liés à la seconde guerre mondiale de cette région (en coordination avec le Musée du Château des Ducs de Bretagne à Nantes), un prolongement de parcours mémoire de Nantes à Châteaubriant sera mis en place.

Des conventions de partenariat sont à l'étude avec les Archives départementales et d'autres institutions régionales.

Gilles BONTEMPS : « Mener un véritable travail de mémoire »

Châteaubriant Voves Rouillé depuis plusieurs années, de transformer l'exposition permanente dans la ferme à la Carrière en un véritable Musée de la Résistance, est arrivé à terme. L'Amicale qui en est l'initiatrice, a décidé de confier la gestion et l'animation de ce musée à notre association « Les Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant ». C'est en quelque sorte la naissance de l'unique Musée de la Résistance de toute la région que nous allons fêter lors de cette inauguration du 21 octobre prochain.

NLA : Installer un véritable musée ne doit pas se faire tout seul ?

GB : Effectivement, un travail conjoint mené depuis deux ans a été nécessaire et est toujours en cours avec le Musée National de la Résistance, la Direction des Affaires Culturelles

NLA : Quelle est le sens de cette inauguration ?
Gilles BONTEMPS : Le projet sur lequel travaille l'Amicale

(DRAC) et l'Amicale. Nous travaillons à la labellisation « Musée de France » et nous allons en 2007, recruter le personnel qualifié nécessaire au fonctionnement d'un véritable musée. Un important Comité de Parrainage avec plus de 50 personnalités nationales, apporte son soutien à cette entreprise parmi lesquelles les maires des 5 villes « Compagnons de la libération » que sont Paris, Nantes, Grenoble, Vassieux en Vercors et l'Île de Sein.

NLA : Quel but aura ce Musée ? Un lieu unique de mémoire ?

GB : Au-delà des cérémonies commémoratives, ce Musée va permettre de mener un véritable travail de mémoire permanent à destination du public et particulièrement des jeunes générations. Nous nous déploierons progressivement au-delà de la ferme et de la Carrière vers divers sites en coopération avec d'autres partenaires. Nous aurons aussi des actions itinérantes en coopération avec le monde scolaire, associatif et culturel.

NLA : Un site Internet ?

GB : Oui, les nouvelles technologies font éga-

lement leur entrée : c'est la troisième dimension du musée. Avec son site Internet, le Musée sera présent sur la « toile » et une réflexion sur les blogs est menée pour pouvoir échanger témoignages et documents.

NLA : Comment ce Musée va-t-il fonctionner ?

GB : Ce Musée va rester un musée associatif. Pour autant, son fonctionnement et le personnel qualifié dont il va être doté vont nécessiter des fonds importants. Cela suppose de faire appel aux collectivités, aux institutions et au mécénat. Cela va impliquer également des recettes propres dont l'une d'entre elles est le recours à la souscription populaire.



Ils ont dit :



Eliane NUNGE,
Animatrice sur le site de la carrière

« Depuis plusieurs années maintenant, Eliane accueille les visiteurs dans la Carrière et au Musée. Les anecdotes sont nombreuses, elles viennent de ces milliers de gens qui visitent un lieu historique, elles sont souvent inattendues, toujours d'une sincérité surprenante. Parmi ces visiteurs, de nombreux anonymes qui viennent se recueillir devant les stèles, s'interrogeant, posant de nombreuses questions sur cette dou-

loreuse période. Il y a aussi de nombreux enfants venus en groupes avec leurs enseignants eux aussi avec une soif intarissable de savoir, de vouloir mieux comprendre. De nombreux étrangers en groupe, en famille se rendent sur les lieux des fusillades, des Allemands bien sûr, mais également des Anglais, Autrichiens, Canadiens, Coréens, Chiliens, Japonais, Turcs, Yougoslaves ou Vietnamiens... Et de nombreuses personnalités parmi lesquels : Jean BOBET, frère de Louison qui parle longuement d'Auguste DELAUNE, Jean VILLERET qui avait été déporté au camp du Struthof, Bertrand TAVERNIER, le cinéaste qui indique sur le livre d'or « toujours se souvenir de Guy, de Jean Pierre et des autres qui n'étaient plus que des noms de rue. Voir leur lettre, découvrir leur visage, retrouver leur mémoire ! ». Il y a dans mon activité un immense bonheur de faire vivre la mémoire de ces militants morts pour notre pays et pour la liberté, et il y a un retour fort de tous ceux qui entrent dans la Carrière ».

PRENONS NOTE...

Régimes spéciaux

Ce sont maintenant les régimes de retraites, dits spéciaux, à l'exemple de la SNCF ou de l'EDF qui sont dans la ligne de mire du gouvernement. Malgré ce qui avait été dit lors de la réforme sur les retraites de ne pas y toucher. La volonté est bien affichée, il s'agit de porter un coup sévère aux acquis obtenus par les salariés de ces entreprises en «uniformisant» par le bas la retraite de tous les salariés.

Plus de 1 par an

La majorité de droite a voté six textes qui, les uns après les autres, étendent le champ des infractions, augmentent le quantum des peines, abaissent la majorité pénale, stigmatisent des catégories de population, accroissent les pouvoirs de police et rabaissent les garanties de la défense ! Sans qu'aucune évaluation sérieuse, avec le recul nécessaire et pour cause, de l'application de ces lois, ne soit présentée au parlement.

Contenir - surveiller - punir

C'est la réponse apportée dans le 7ème texte proposé, intitulé « Prévention de la délinquance ». Ce nouveau projet tend à parachèver la perspective d'un projet de société liberticide et sécuritaire, il faut le combattre. Ce qui est au cœur du texte, c'est de bien connaître les populations en difficultés, assimilées par le gouvernement à des populations potentiellement dangereuses qu'il faut fichier, contrôler et punir, en ignorant le contexte social qu'il nomme « excuse sociale ».

Directive Bolkestein

Si certains aspects les plus nocifs ont été édulcorés, cette directive maintient dans son champ d'application les services sociaux d'intérêt général. Elle passera au Parlement européen du 13 au 16 novembre pour un vote définitif.

Tous résidents, tous citoyens, tous égaux

La campagne « Votation citoyenne » de décembre 2005, a rencontré un succès encore plus important qu'en 2002 auprès de la population. La période 2007-2009, avec les élections présidentielle, législatives, locales et européennes, est particulièrement favorable pour aller plus loin et pour interpeller toutes les organisations politiques, tous les candidats, tous les élus en place. Votons jusqu'au 22 octobre 2006.

Doubles discriminations

Les doubles discriminations subies par les femmes immigrées en raison de leur origine et de leur sexe, sont dénoncées dans un rapport adopté le 27 septembre 2006 par la Commission des droits de la femme du Parlement européen. Le rapport aborde la question de l'accès de ces femmes au marché du travail, à l'éducation, à l'apprentissage des langues et à l'information sur leurs droits, parmi les principaux points abordés.

10 octobre : Journée mondiale contre la peine de mort

A l'occasion de la 4^e Journée Mondiale contre la peine de mort, Michel RICA, responsable départemental du PCF, a écrit à l'ambassade des Etats-Unis pour lui exprimer son opposition à la peine de mort toujours en vigueur dans son pays et exiger justice et liberté pour Mumia ABU-JAMAL.

Airbus A320 : une incroyable gabegie

S'il est des entreprises qui ne peuvent pas répondre au seul critère de rentabilité pour organiser leur gestion, c'est bien celles du transport aérien qui plus est, sur un programme comme l'A380.

Rappelons que la privatisation est intervenue au milieu du programme A380 et qu'il a fallu dans l'urgence, transformer un besoin industriel en objectif financier. Les seuls critères retenus, aujourd'hui, sont ceux qui permettront de restaurer pour les actionnaires, un niveau élevé de dividendes.

Aujourd'hui, sans l'A380, la division Airbus d'EADS comptabilise 5 années de plan de charge. Pourtant, ce sont les retards de livraison de l'A380 qui justifient les choix de délocalisation et, les annonces de suppressions d'emplois. Les pertes financières annoncées sont uniquement liées à des prévisions financières erronées. Il semble pour le moins difficile de perdre de l'argent qui n'est pas encore gagné ! Ce n'est pas le programme A380 qui est aujourd'hui bousculé, c'est sa rentabilité immédiate exigée par les actionnaires.

La direction qui n'a pas développé l'outil industriel veut faire payer aux salariés, la note. Suppression d'emplois, fermetures d'entreprises, remise en cause des entreprises sous traitantes et de leurs salariés : une note sociale qui risque d'être lourde. Elle ne peut pas être acceptée comme étant la seule solution.

Reprendre la sérénité industrielle qui doit prévaloir à un programme comme celui de l'A380 ; développer l'outil industriel ; redonner à l'Etat la place qu'il doit occuper dans un secteur de pointe, vital pour le pays ; c'est dans ce sens que les communistes du département vont s'adresser aux salariés de l'industrie aéronautique pour qu'ils interviennent, défendent leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de travail.



Une victoire pour le développement

L'autorisation de commencer les travaux sur le site de Donges Est, est signée. Pour l'aménagement du territoire, pour les emplois et le développement durable, la réalisation de ce projet tant défendu par les communistes, était attendue. La saturation de certains sites du Port, chaque terminal ayant sa spécificité (vrac, conteneurs, gazier...) et le mélange de ces produits étant interdit, amenait le Port à refu-

24h/24. L'activité portuaire ayant un lien étroit avec l'activité économique environnante, elle ne peut imposer cette cadence journalière à tout son environnement et donc aux salariés qui y travaillent. La seule réponse cohérente et efficace est donc l'extension du Port sur Donges Est ; seule garantie pour répondre à l'implantation de nombreuses entreprises comme l'usine de Diester, de tritura-



ser du trafic, notamment du vrac. En 2005, la croissance du trafic total du Port Autonome s'élève à 6,1 %, nouveau record, confortant une position dominante sur la façade atlantique européenne. Pour continuer sa diversité, son développement et la desserte des principales zones économiques de l'estuaire et au-delà, il ne suffit pas de rentabiliser le port

tion de soja et de valorisation énergétique des déchets industriels et ménagers ou en projet, la centrale combinée gaz/charbon, un site pour le CO2 liquide, autoroute de la mer entre Montoir et Bilbao...

Tous ces projets contribuent bien évidemment au développement économique et à la création d'emplois pérennes et qualifiants.

Pour un grand service public du logement

NLA : crise du logement, on pourrait penser l'inverse quand on regarde le nombre de chantiers en cours sur l'agglomération nantaise ?

Claude CONSTANT : il y a effectivement un nombre inégalé de constructions depuis plus de 20 ans. Ce n'est d'ailleurs pas la moindre des contradictions : alors que le marché du bâtiment est florissant, il y a encore dans ce pays, quelque 8 millions de mal-logés. Cela pose, d'ailleurs avec force, la question du foncier. Les organismes HLM ont du mal à se procurer du foncier pendant que les promoteurs se font des fortunes.

D'où la nécessité d'une intervention publique forte de la gestion du fon-

cier dans notre pays.

NLA : l'ANECR et le PCF ont pris l'initiative d'un « tour de France » du logement. Quel en est son but ?

CC : cette initiative qui va conduire ce bus du logement en direction de 17 villes, a pour but essentiel, au travers d'expositions, de débats et d'initiatives diverses, de populariser cette idée que le logement est un droit pour tous.

NLA : quelle politique mettre en place pour aller dans ce sens ?

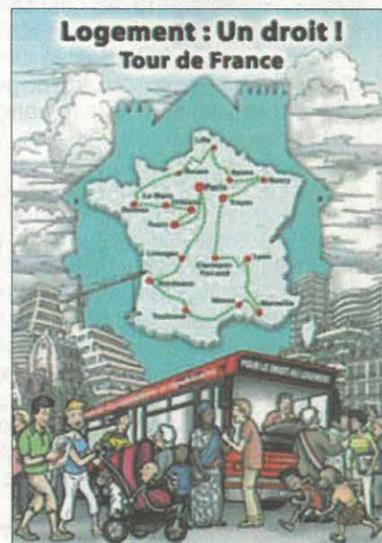
CC : on voit bien aujourd'hui que la politique menée, vise à faire du logement une marchandise comme les autres. Si on pose la question du logement en terme de droit, on est évidemment dans une logique complètement opposée.

C'est dans cet esprit que les communistes proposent, pour les prochaines élections, de créer un service public de l'habitat, fonctionnant de façon décentralisée, au plus près des besoins et de façon très démo-

cratique, c'est-à-dire, avec la participation des habitants.

Imposer un service public, cela suppose un retour d'une intervention publique forte dans tous les aspects du logement.

Cela doit être un enjeu déterminant des élections à venir.



Evénements, culture, idées.

Brésil : après un ballottage inattendu mais favorable au 1^{er} tour La réélection de LULA reste probable le 29 octobre

La victoire trop vite admise et annoncée de Lula dès le premier tour des élections du 1^{er} octobre au Brésil, n'a donc pas eu lieu. Ainsi en ont décidé les électeurs. Avec un peu moins de 50 % des voix (48,61 %), le président sortant devra se soumettre à un second tour, le 29 octobre. Une perspective que ni lui, ni son entourage, ni le PT (Parti des Travailleurs) ne semblaient avoir vraiment envisagée.

Le candidat unique de la droite, G. Alckmin (PSDB), ayant progressé plus que prévu dans les sondages, obtient 41,64 % des voix. Peut-il encore en gagner d'autres, au point de menacer Lula au second tour ?

Lula, spéculant sans doute un peu trop sur son statut de président sortant, n'a guère fait campagne, se dispensant même de participer aux débats télévisés entre les principaux candidats, y compris celui du réseau Globo, à l'avant-veille du scrutin, mais à 22h.30, après les sacro-saintes télé-nouvelles. Un choix tactique de « la chaise vide », peut-être habile, mais mal ressenti. Les scandales ? Il affirme ailleurs, contre toute évidence, n'en avoir rien vu ni su (1). Le retour de la droite ? Une menace « golpiste », agitant le spectre de la dictature militaire (1964-1985). En réalité, si ce scrutin présidentiel n'est qu'un demi-succès pour Lula, les élections générales associées (Gouverneurs, sénateurs, députés fédéraux et des Etats fédérés) constituent dans le même temps, sauf rares exceptions, un vote sanction pour le PT - y compris dans son bastion historique du Rio Grande do Sul (2). Ce qui éloigne encore plus la perspective d'une majorité de coalition de gauche pour un éventuel second mandat. Même réélu, Lula sera encore

davantage l'otage du centre droit (PMDB). C'est sans aucun doute aussi pourquoi son programme, rendu public tardivement, à l'inverse de celui de 2002, ne comportait, cette fois, plus aucun engagement chiffré, notamment sur les objectifs de création d'emplois ou sur la réforme agraire. Dans ces conditions, la cam-



pagne dans les rues - toujours aussi colorée et bruyante, comme il est de règle au Brésil - portait-elle plus sur la promotion quasi publicitaire des personnes - avec même une bonne dose de cirque électoral - que sur le fond des enjeux, laissant une part trop belle aux suspensions et imputations réciproques de corruption et de scandales politico-financiers. Notamment, dans les derniers jours, celui de l'achat à prix d'or par l'entourage présidentiel, d'un « dossier » censé mettre en difficulté J. Serra - probable candidat de la droite en 2010 - à São Paulo, où il a pourtant été élu largement gouverneur. Les deux autres candidats de gauche, Heloisa Helena (PSOL) et C. Buarque (PDT) - l'une exclue du PT et l'autre ex-ministre démissionné par téléphone, devenu dissident du

PT au cours du premier mandat (2002-2006) - avec respectivement 6,85 % et 2,64 %, constituent sans doute des réserves à gauche pour Lula, même si ni l'une ni l'autre ne lui ont ménagé leurs critiques et ne se désistent clairement en sa faveur pour le second tour.

Cependant, et alors qu'ils

n'avaient pas pris officiellement position au premier tour, la plupart des organisations et mouvements sociaux du pays (CUT, MST, MMM, UNE...) appellent à voter Lula au second tour, en soulignant que face à la régression néolibérale représentée par Alckmin, il s'agit désormais d'un « vote de classe » et de « défense des pauvres » (3).

La coupure géopolitique du pays par le vote est d'ailleurs très nette. Tout le Nordeste pauvre, le Nord et une partie du centre du pays ont voté pour Lula, sorte de reconnaissance, au-delà de la personne, du bénéfice des programmes sociaux du 1^{er} mandat : bourses famille, scolaire et gaz... Alors que les régions urbaines et riches du Sud-Sudeste, comme São Paulo, ont voté largement pour le can-

didat de droite, en pesant lourd dans cette mise en ballottage imprévue.

Plus que la participation, évidemment élevée dans un pays où le vote est obligatoire, la faiblesse des votes blancs et nuls montre finalement une forte mobilisation des électeurs. Un signe de bonne santé démocratique certes, mais surtout celui d'une volonté affirmée de ne pas concéder trop vite une réélection par défaut, sans réel débat, avec une vraie prise en compte des enjeux, pas seulement étroitement politiques, mais plus clairement économiques et sociaux dans un pays où l'alternative à gauche reste encore largement à construire.

J-Y Martin,
géographe

Blog : <http://www.jy-martin.fr>

(1) - Sur les 513 députés de la chambre fédérale - éligibles dès le seul et unique 1^{er} tour - 48,7 % ne retrouveront pas leur siège. Certes, c'est dans la moyenne des scrutins précédents : 55 % en 1994, 41,9 % en 1998 et 41,6 % en 2002. Mais la plupart des parlementaires impliqués dans les multiples affaires politico-financières de ces dernières années (« Mensalão », « Sangsues », « dossier »...) ont d'abord été sanctionnés par l'électorat avant, peut-être, de l'être, plus tard, par la justice.

(2) De 2002 à 2006, le PT a perdu 2,1 millions de voix : avec 13,9 millions d'électeurs cette année, contre 16 millions il y a 4 ans, il a perdu 13 % de son électoral d'une élection à l'autre. Résultat : au lieu de 91 députés en 2002, il n'a plus que 83 sièges en 2006. Source : BBC Brasil, São Paulo, 6 octobre 2006.

(3) Source : Brasil de Fato, 6 octobre 2006

Coup de cœur

Léon BLUM

Par Serge BERSTEIN

La fièvre commémorative qui tient souvent lieu de curiosité historique pour la presse, les éditeurs et les pouvoirs publics, leur permet de mettre cette année Léon Blum quatre fois à l'honneur : centenaire de la réhabilitation du capitaine Dreyfus, L. Blum ayant été un « dreyfusard » convaincu ; 70^e anniversaire du Front populaire, dont il fut le 1^{er} Président du Conseil ; 70^e anniversaire de la Guerre d'Espagne face à laquelle il opte pour un principe de « non-intervention » aussitôt décrié, notamment par M. Thorez ; et 60^e anniversaire de son retour au pouvoir sous la IV^e république où il inaugure la pratique, entre communistes et gaullistes, de la « Troisième Force » de la SFIO alliée avec le centre droit.

Serge Berstein offre cependant bien des garanties historiennes : auteur avec Pierre Milza, de nombreux manuels et traités d'histoire contemporaine, il propose ici une nouvelle biographie qui reprend et prolonge celle, excellente, que J. Lacouture avait déjà consacrée à Léon Blum en 1970. Il bénéficie pour cela de sources nouvelles rapatriées de Moscou et déposées à Sciences-Po, où il est professeur.

On y vérifie d'abord que, longtemps, Léon Blum a hésité entre carrière littéraire et engagement politique. Sous l'influence de Lucien Herr, rue d'Ulm, il prend partie pour Dreyfus et contribue ainsi, avec d'autres, à forger l'idée même « d'intellectuel ». Au moment de la révolution bolchevique de 1917 il occupe des responsabilités majeures au sein de la SFIO. Au Congrès de Tours (décembre 1920), il est le porte-parole des minoritaires qui veulent garder la « vieille maison » dit-il, pendant que d'autres, majoritaires, se rallient aux 21 conditions de la 1^{ère} Internationale et se lancent dans « l'aventure » communiste.

Il se confirme ensuite que cette analyste d'une grande finesse n'a pas su éviter le piège qui fut et reste celui du réformisme français : diriger le parti (SFIO) à gauche pour gagner les élections à droite. Sorte de schizophrénie couverte plus ou moins habilement par sa très subtile distinction entre « conquête », « exercice » et « occupation » du pouvoir. Car, dans les années 20, Léon Blum se disait encore marxiste ! Pendant la Seconde Guerre mondiale, rendu responsable quasi personnellement de la défaite de 40 par le Régime de Vichy - à cause des congés payés et des 40h. de 1936 - il se défend comme un beau diable au cours du procès inique de Riom. Ce qui ne lui évitera cependant pas la déportation à Buchenwald. Il y écrira « À l'échelle humaine », un plaidoyer humaniste pour un socialisme à la fois républicain et réformiste. Cette nouvelle biographie de Blum est finalement une lecture très utile. Elle nous fait revisiter avec rigueur et compétence toute l'histoire de la gauche au cours du premier XX^e siècle. En soulignant cruellement aussi qu'un seul grand dirigeant social-démocrate de l'époque avait autrement plus d'envergure et d'épaisseur que tous nos socio-libéraux actuels réunis.

« Léon Blum », S. Berstein, Ed. Fayard, 2006, 840 p. 30 €.



Exposition...



« Parcours de rêves » du peintre Alain Thomas

Du vendredi 13 octobre au dimanche 7 janvier, une rétrospective intitulée « Parcours de rêves » est consacrée à l'artiste nantais Alain Thomas. Entre Nantes et Couëron, six sites

d'exposition retracent l'œuvre du peintre naturaliste. Elle a pour vocation de faire connaître l'œuvre de l'artiste sous la forme d'un parcours ludique, réparti dans six sites d'exposition, dont chacun donne un éclairage particulier sur l'univers du peintre.

Entre autres : Muséum d'histoire naturelle (« Les oiseaux d'Amérique du Sud ») ; l'Hôtel du Département : Paysages, portraits, dessins (20 premières années du travail d'Alain Thomas, cycle des saisons, sujets féeriques, Russie et Orient) ; La Gerbetière, maison de Jean-Jacques Audubon à Couëron : Toucans (1995 à 2005). Ces perroquets colorés au grand bec font un clin d'œil au naturaliste J.-J. Audubon (1785-1851), natif de Couëron.

Cette rétrospective est co-produite par la Ville de Nantes, le Conseil général de Loire-Atlantique et la Ville de Couëron.

Lire

Mixité sociale : une imposture Retour sur un mythe français

Hacène Belmessous est journaliste et chercheur. Il a notamment publié Voyage en sous France (L'Atelier, 2004).

Cette fois il aborde les questions suivantes : pour qui construit-on des villes ? Est-ce pour des hommes, pour des groupes humains ou pour des sociétés animales ?

Or il ne faut pas construire des villes et voir ensuite quels

hommes on mettra dedans, mais voir quels hommes existeront et quelle ville il faut donc construire pour eux.

Pour lui, les émeutes qui ont embrasé la France désespérée des banlieues populaires et ébranlé la France heureuse des ghettos de riches durant l'automne 2005 témoignent à grands traits d'un pays aux abois.

Tous les indicateurs de coexistence de différents catégories sociales soulignent l'aggravation des fractures territoriales.

Pendant ce temps-là, des esprits habiles glosent à tout va sur la nécessité d'intro-

hacène belmessous

mixité sociale : une imposture

retour sur un mythe français



couverture accordéon : SCE Talant

duire de la mixité sociale dans les quartiers sensibles.

Mais, ça reste un mythe, un idéal humaniste et irréaliste de la ville harmonieuse, car la ville française n'a jamais été socialement mixte.

Tel est l'enseignement de ce livre qui révèle une société française de tout temps traversée par la différenciation, la ségrégation et la discrimination : à travers les trois exemples des grands ensembles, de Paris et de l'institution scolaire, le mythe de la mixité sociale est abordé et l'idéologie qui sous-tend ce mythe est analysée.

La mixité sociale pourrait toutefois être instaurée dans la ville française, mais cela nécessiterait l'élaboration d'une véritable politique d'intégration des individus.

Ed. L'Atalante
Nantes, 2006, 142 pages, 9,7€.

L'Estuaire, c'est l'avenir

Croissance économique, emploi et développement durable

Mercredi 27 septembre, 54 élus communistes et républicains ont embarqué sur « La Pimpante » pour une journée de formation sur les enjeux de l'estuaire proposée par le Centre d'Information, de Documentation, d'Etudes et de Formation des Elus (CIDFE) et l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains (ADECR).



Revenons sur les bords du fleuve

Les responsables du Port, les syndicalistes, l'agence culturelle maritime de Nantes, qui accompagnaient les stagiaires ne l'entendaient pas de cette oreille. Pas question de se laisser aller au fil de l'eau. On était là pour travailler ! A peine larguées les amarres, avec compétence et conviction ils ont, chiffres et exemples concrets à l'appui, commencé à exposer les atouts de l'estuaire. Distraite au départ, l'assistance est vite devenue attentive et intéressée. : « **Jusqu'au début du 20^e siècle on entrainait à Nantes, à Couëron, au Pellerin, à Paimbœuf, à Saint-Nazaire par le fleuve. Depuis toujours, la vie avait été rythmée par l'eau et les marées. La voiture et le chemin de fer nous ont permis ensuite de prendre les villes à revers mais il va falloir que nous revenions sur les rives car c'est là que vont se jouer les grands enjeux du futur** » dit une intervenante. Tous sont alors revenus sur les rives du fleuve.



Le souci du développement durable

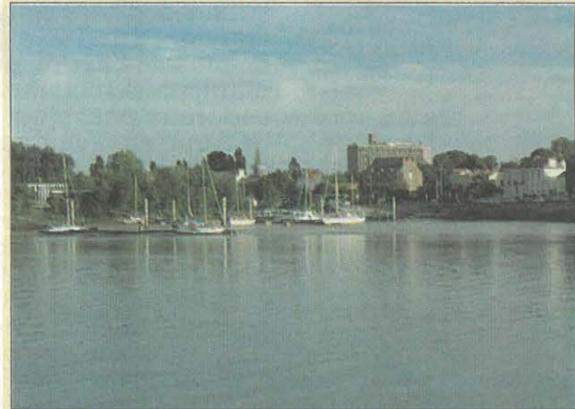
L'après-midi, la remontée de l'estuaire sera entièrement consacrée à la réflexion sur la protection des espaces remarquables des bords de Loire. Sur le sujet, les « portuaires » qu'ils soient syndicalistes ou cadres dirigeants, sont intarissables, concrets, convaincants. Ils défendent le projet d'autoroute de la mer entre Montoir et Bilbao (chaque navette chargerait 100 à 150 remorques qui ne se trouveraient plus sur les routes). Ils s'attardent sur le Banc de Biho « **fruit des dragages de la Loire, devenu aujourd'hui, une réserve ornithologique et une faune aquatique que l'Europe nous envie !** ». Ils font l'historique du canal de la Martinière, « **entiè-**

Un Port créateur de richesses et d'emplois



Avec un trafic de 34,5 millions de tonnes par an, comparable à ceux de Liverpool ou de Bilbao, le Port autonome Nantes/Saint-Nazaire, quatrième port français, est aujourd'hui la porte de l'Europe sur la façade atlantique. Une porte ouverte sur une Amérique du Sud en plein développement. Nantes/Saint-Nazaire, c'est un trafic plus important que Brest, La Rochelle et Bordeaux réunis... C'est Nantes, capitale du bois importé, qui irrigue de la Sarthe à la Vendée, les fabricants de meubles de l'arrière-pays... C'est la centrale thermique de Cordemais qui fournit de l'électricité à toute la Bretagne, l'arsenal d'Indret et ses 1000 salariés, la raffinerie de Donges (deuxième de France) le terminal méthanier de Montoir, les terminaux céréalier, sablier, vraquiers, les conteneurs..., Airbus, PSA et, après le pont de Saint-Nazaire, les chantiers navals. 3500 emplois directs, 26 000 emplois induits.

dret et ses 1000 salariés, la raffinerie de Donges (deuxième de France) le terminal méthanier de Montoir, les terminaux céréalier, sablier, vraquiers, les conteneurs..., Airbus, PSA et, après le pont de Saint-Nazaire, les chantiers navals. 3500 emplois directs, 26 000 emplois induits.



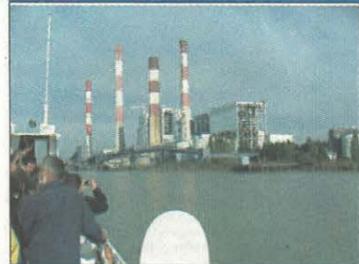
Plein de projets pour demain

Avec 85 % du transport marchandises mondial effectué par la mer, le Port a de l'avenir et les projets ne manquent pas. Parmi les plus marquants, l'usine de trituration de soja et l'usine de biocarburant Cargill, la centrale combinée gaz de Gaz de France, l'entreprise de liquéfaction du CO2 Yara, un nouvel espace logistique sur Montoir, un projet de valorisation énergétique des déchets industriels et ménagers, le terminal pour les paquebots de croisière, quai Wilson à Nantes, l'autoroute de la mer reliant Montoir à Bilbao... Des centaines d'emplois qualifiés et durables pour demain. Mais certains quais sont saturés et l'espace commence sérieusement à manquer.



rement construit de la main de l'homme. Une réserve d'eau douce incomparable pour les maraîchers du Sud-Loire ». Ils énumèrent les 4000 bateaux qui accostent chaque année le long des quais (1000 remontent jusqu'à Nantes depuis la construction des nouveaux quais à Chevire). Ils se font les défenseurs acharnés du transport ferroviaire : « **On a réalisé le TGV qui a sauvé la SNCF et est un énorme succès commercial et on voudrait être attractif en faisant rouler le fret sur un réseau qui date du 19^e siècle !** ». Ils décrivent à leurs auditeurs étonnés, les secrets de la véritable « **cathédrale technologique de Cordemais** » dont viennent s'inspirer des ingénieurs venus d'Afrique et d'Asie pour qui le charbon restera encore et pour longtemps, la principale source d'énergie. Ils comptent, le long des rives, les entreprises pilotes qui traitent le monoxyde d'azote, recyclent la ferraille, plaident pour la construction d'un site de déconstruction des navires, « **high-tech, moderne et propre** » qui éviterait de faire de l'Inde la poubelle de l'Europe... Sur le quai au retour, avant de reprendre les voitures, les conversations vont bon train. Chacun en est ce soir, convaincu : bien des « décideurs » locaux et régionaux devraient prendre le temps d'effectuer ce voyage d'un jour, pour ne pas passer à côté des grands défis industriels et environnementaux des vingt prochaines années.

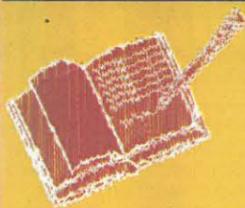
Donges Est : une impérieuse nécessité



« **Quand le port autonome a été créé à la fin des années soixante, le trafic de Bordeaux était de 13 millions de tonnes. Bordeaux manquait de place pour se développer, on ne lui en a pas donné. Aujourd'hui, l'activité plafonne à un peu plus 8 millions de tonnes alors que Nantes/Saint-Nazaire en enregistre quatre fois plus** » Tout est dit. D'autant que « La Pimpante » passe lentement sur les bords de la rive à l'amont de la raffinerie. Chacun saisit alors tout l'intérêt que représentent les 500 mètres de quais supplémentaires réclamés depuis vingt ans sur Donges Est. Heureusement, la situation semble enfin se débloquer. Le Ministre des Transports a annoncé, jeudi 28 septembre, qu'il venait de signer l'autorisation de commen-

cer les travaux sur le site. Les élus communistes et républicains de la Loire-Atlantique qui, depuis de nombreuses années ont été de tous les combats pour une extension raisonnée et maîtrisée du Port, ont exprimé « **leur soulagement et leur grande satisfaction** ».

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Ça s'est passé...

Jeudi 12 octobre : Comité local de la section de Basse Loire, 18h30, salle de la Fraternité à Couëron.

Vendredi 13 octobre : Réunion constitutive du collectif d'union populaire de Rezé, 20h30 salle du Seil, allée de Provence à Rezé.

Samedi 14 octobre : Manifestation nationale contre la privatisation de GDF. Rassemblement à 15h, allée des Tanneurs devant le siège EDF/GDF à Nantes.

Samedi 14 octobre : Réunion constitutive du collectif d'union populaire de Trignac, 12h chez Xavier à Tréffiac.

Mardi 17 octobre : Réunion constitutive du collectif d'union populaire de Saint-Nazaire, 20h30 Espace civique de la Chesnaie à Saint-Nazaire.

Ça se passe...

16 au 22 octobre : Semaine de la votation citoyenne.

Mercredi 25 octobre : Assemblée générale de la section Val de Loire, 18h salle Montaigne à Ancenis. **CEREMONIES DU SOUVENIR DES OTAGES DE NANTES ET CHATEAUBRIANT**

Vendredi 20 octobre : Commémoration, 17h45 au monument des 50 otages à Nantes.

Samedi 21 octobre : Inauguration du Musée de la Sablière, 15h à la carrière des fusillés.

Dimanche 22 octobre : Commémoration des fusillés de Châteaubriant, RDV à 13h30, rond point Fernand Grenier.

■ NÉGATIONNISTE CONDAMNÉ

C'est après une longue suite judiciaire, en Cour de Cassation de Paris, et sans aucun autre recours possible, que vient d'être condamné un négationniste local pour « **outrage à une personne chargée d'une mission de service public** ».

Les faits remontent en janvier 2004 quand un professeur d'histoire géo du lycée de Savenay bien connu de nos lecteurs, reçoit une lettre anonyme diffamatoire et antisémite suite à une conférence dans l'établissement scolaire de Madame Lucie AUBRAC.

Il aura fallu bien des audiences devant les tribunaux et beaucoup de détermination pour que le coupable de ces actes, connu pour son antisémitisme, soit enfin condamné.

A la veille des cérémonies de la fusillade de Châteaubriant, une telle nouvelle ne peut que nous conforter dans notre inlassable combat contre tous ceux qui profèrent des propos et commettent actes antisémites et racistes.

■ SAINTE-REINE

VICTOIRE POUR LES OUVRIERS DE BIG MAT

Jeudi, troisième jour de grève, il ne fait pas chaud, la pluie menace. Les ouvriers de Big Mat, entreprise de matériaux à Sainte-Reine, sont installés devant la grille. Derrière eux, une banderole explique la raison de leur mouvement « **augmentez nos salaires** ».

« **Faites la grève si voulez, moi je pars à la chasse** » leur a dit le patron en début de semaine, histoire de les démoraliser. Beaucoup sont jeunes, c'est leur premier conflit, ils ne savent pas trop comment faire.

« **Après trente ans de boîte, je gagne 8,90 euros de l'heure. A la fin du mois, je suis tout juste un peu plus haut que le SMIC, eux ils sont tous au salaire minimum** » explique le plus âgé à Hubert DELAHAIE, Conseiller régional et à Jean-Yves ROMAND, élu à Saint-Joachim et responsable des communistes de Brière. Prévenus par Michel GUILLET, Conseiller municipal de Missillac, la commune voisine, ils se sont déplacés sans attendre car « **un conflit chez Bigmat c'est de l'inédit, ce doit être grave** ».

« **Au début, nous demandions 4 euros de plus de l'heure, une augmentation étalée sur deux ans. Aujourd'hui, nous réclamons 10 euros de l'heure, tout de suite, nous ne céderons pas, c'est une question de survie car c'est impossible de boucler le budget familial avec aussi peu d'argent qui rentre dans le mois** » explique le délégué CGT qui dit être en contact permanent avec l'union locale de Saint-Nazaire. « **Dans le bâtiment, l'activité est très soutenue au point où la Région peine à trouver des entreprises pour rénover les lycées...** », remarque Hubert DELAHAIE qui assure de son soutien actif. Les élus communistes sont les premiers élus à venir les voir les grévistes (« **le maire de Sainte-Reine est passé en voiture mais il ne s'est pas arrêté** ») qui leur demandent « de faire pression ».

La pression, sans s'en douter, ils sont en train de la mettre, agglutinés qu'ils sont devant la porte et autour des élus, au point qu'un des responsables alerté descend et... entame le dialogue. Dans la rue, les camions et les voitures klaxonnent en passant, certains baissent la vitre criant des encouragements. Au bout d'un quart d'heure de discussion en plein air et alors que la pluie menace, l'accord est signé, les banderoles repliées. La bataille gagnée.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication: Yannick CHENEAU

Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 35 40 55

e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



Vite lu...

Huma café

Information, pluralisme ?
Les médias en question(s)

Quel futur pour
la presse payante ?

Quel futur pour l'info ?

Une nouvelle télé arrive-t-elle ?

Quel journalisme ?

Se méfier des mots ?

L'Huma café reçoit sur ces questions

Jean Marie BIETTE, directeur départemental de Ouest France représentant François Régis HUTIN

Et Francis PARNY, Vice président du Conseil régional d'Ile de France chargé de la culture auprès de l'exécutif du Parti Communiste Français.

Avec l'aimable présence de
Jean BLAISE

Le vendredi 20 octobre à
18 heures au Salon de musique
du Lieu unique à Nantes.



Ouvrons-la !!

Une nouvelle rubrique est désormais lancée: un espace d'expression pour les jeunes !! Il est important qu'un journal qui traite de l'actualité politique consacre une place à la jeunesse, afin qu'elle puisse s'exprimer et faire part de ses idées et de ses activités.

Alain, étudiant communiste de Nantes, fait le tour de l'actualité de l'année.

NLA: Quels moments forts de ces 10 derniers mois, as-tu retenu de cette année en tant que jeune communiste ?

Alain BOURDEAU: Depuis qu'elle a repris une activité sur le département, la JC a été de tous les combats. Lors de la mobilisation contre le CPE, les jeunes communistes ont eu une place

importante dans ce mouvement au sein du collectif « STOP CPE 44 ». Les jeunes communistes doivent apporter des réponses politiques aux attaques

faites à la jeunesse. Sarkozy et ses amis mettent en place une véritable politique de terreur face aux jeunes, aux immigrés et aux sans-papiers. Depuis plus d'un an, la campagne « j'y suis, j'y reste, j'y vote » est lancée, nous demandons la régularisation de tous les sans-papiers mais également le droit de vote pour les résidents étrangers. Une réforme de l'enseignement supérieur et sur l'école de la réussite pour tous est entamée: 2007 peut exprimer la rupture avec la loi du marché et des politiques sécuritaires. La France a les moyens d'une politique qui change la vie des jeunes !

NLA: Guerre au Liban, crises internationales, votre combat se limite-t-il à la situation politique française ?

A.B.: Non, notre combat est international ! Nous avons lutté, avec tous les progressistes contre l'agression faite au peuple libanais. Le massacre des civils doit cesser, de nombreuses voix s'élèvent dans les populations israéliennes, libanaises, palestiniennes pour travailler à une paix durable et respectueuse de chaque peuple.

NLA: C'est bientôt votre congrès ?

A.B.: A la mi-décembre ! C'est un moment très important car il va définir nos orientations pour les trois prochaines années. La situation politique actuelle, la précarisation de la jeunesse montrent l'urgence de solutions révolutionnaires. Etre communiste, c'est mettre en commun, c'est pourquoi nous avons fait le choix de préparer notre congrès en public, avec les jeunes, autour de 4 chantiers transformateurs: La sécurisation des parcours de vie pour en finir avec toutes les précarités, une école de la réussite pour tous. Le vivre ensemble pour faire reculer les discriminations et un monde de paix et solidaire. Pour les jeunes, il y a urgence, en 2007, nous ne nous ferons pas voler l'élection !



Châteaubriant

Un Pays
à découvrir...



- Un Château Médiéval et Renaissance
- Une Cité riche d'Histoire
- Une Gastronomie recherchée
- Un Pôle d'équilibre économique tourné vers demain